



Faits & mythes
I'INDE
sur

Faits & Mythes sur l'Inde

■ Les faits

Ce document a été préparé par des ONGs basées à Luxembourg et finançant des projets de développement en Inde. Ces ONGs visent à documenter que, alors que l'Inde jouit d'une forte croissance économique, la majorité de la population n'en bénéficie pas. En conséquence, les ONGs indiennes continuent à soutenir les communautés pauvres dans le pays dans leur lutte pour un avenir meilleur. Ces ONGs indiennes continuent à jouer un rôle important en donnant la parole aux communautés pauvres, en les aidant à défendre leurs droits et en s'assurant qu'elles bénéficient de programmes gouvernementaux destinés à améliorer leur situation sociale et économique.

L'Inde riche : la croissance économique va-t-elle vraiment alléger le lot des pauvres ?

D'une part, l'Inde est en douzième position parmi les économies les plus puissantes du monde¹ et l'Inde est un membre du G-20. D'autre part, le revenu par habitant en Inde est seulement de 2.750 dollars, à comparer aux 70.490 dollars au Luxembourg et aux environ 35.000 en Belgique, France et Allemagne.² L'Inde continue à figurer parmi les pays à faible revenu dans le tableau de classification de la Banque Mondiale. L'importance globale de l'économie indienne reflète la taille de la population de l'Inde, 1,2 milliard, plutôt que le niveau de développement du pays.

L'Inde est un pays d'importants contrastes : à côté de l'« Inde qui brille » (« shining India »), avec une classe moyenne qui jouit d'une forte croissance économique, vit l'autre Inde dont la majorité de la population fait partie et qui n'a pas vraiment profité de la croissance économique de ces dernières années. Une augmentation du produit national brut ne crée

pas nécessairement de nouveaux emplois, ni n'améliore forcément la situation des segments les plus pauvres de la société indienne.³ Dans un livre récent, la Banque Mondiale conclut même que la croissance rapide de l'Inde conduit à «une hausse des inégalités» et des «résultats décevants pour les pauvres».⁴



¹Classement basé sur le PIB en 2007. Source : The Economist, Pocket world in figures, Edition 2010. ²Produit intérieur brut (PIB) par habitant en dollars américains, exprimé en pouvoir d'achat par personne (PPP). Source : The Economist, Pocket world in figures, Edition 2010. Les données pour le Luxembourg sont gonflées étant donné que la méthodologie ne reflète pas correctement la contribution de la population migrante (frontaliers des pays voisins). ³Voir en particulier : Amit Bhaduri, The face you were afraid to see, essays on the Indian economy, 2009, Penguin Books. ⁴La Banque mondiale, Policy research working paper n° 5080, a comparative perspective on poverty reduction in Brazil, China and India, Octobre 2009.

Ainsi, l'Inde est malheureusement encore un pays très pauvre :

- Selon des études menées par la Banque Mondiale en 2005, 41 % de la population indienne (soit 455 millions de personnes) doit survivre avec un pouvoir d'achat équivalant à 1 dollar par personne par jour et 85 % de la population (soit 938 millions d'habitants) doit survivre avec un pouvoir d'achat par personne de moins de 2 dollars par jour.⁵
- 43% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition, selon des statistiques officielles.⁶
- Selon les indicateurs de la faim dans le monde développés par l'organisation « Welthungerhilfe », une grande ONG allemande, l'Inde est dans le même groupe de pays que le Cambodge, le Burkina Faso, le Zimbabwe, la Tanzanie et Haïti.⁷

Il est important de noter que durant les années de forte croissance de revenu débutées en 2002, les indices de développement humain

de l'Inde ont régulièrement chuté. En 2002, l'Inde s'est retrouvée au 126^{ème} rang sur les 179 nations comptabilisées, puis au 128^{ème} en 2007/2008, et au 132^{ème} en 2008/2009 dans le Rapport du Développement Humain du PNUD.

Il existe également des différences énormes de développement et de niveaux de pauvreté entre les 29 États de la République indienne. Certains États sont considérablement moins développés que d'autres et la pauvreté est sensiblement plus élevée dans les États les moins avancés. Toutefois, il n'existe qu'une faible corrélation entre la croissance économique et la réduction de la pauvreté d'une part et l'amélioration de la nutrition des enfants, l'éducation, la santé, la protection sociale, et l'autonomisation des femmes d'autre part. Une croissance inclusive⁸ et un développement intégré axé sur les besoins spécifiques des groupes défavorisés (dalits, adivasis...) font réellement la différence.⁹

Une étude de cas : développement de l'Inde et pauvreté des Adivasis¹⁰

L'Inde abrite une population indigène appelée "adivasis" (ce qui signifie "habitants d'origine" en sanscrit) d'environ 67 millions de personnes. Les Adivasis sont parmi les populations les plus pauvres, avec 85 % vivant en-dessous du seuil de pauvreté officiel. Environ 90 % des Adivasis dépendent de l'agriculture pour leur subsistance. Les Adivasis dépendent des forêts pour leur survie et la chasse et la cueillette continuent d'être pratiquées, même si cela se fait de moins en moins.

Quelque 90 % des mines de charbon de l'Inde, 72 % de la forêt et des ressources naturelles et 80 % des minéraux sont en terre Adivasis. Plus de 3000 barrages hydroélectriques sont également situés sur ces terres. Ainsi, la majorité des ressources primaires pour l'industrialisation de l'Inde se situent sur les terres Adivasis.

Pour ces Adivasis, le "développement" signifie un changement radical de leur mode de vie traditionnel. Projets d'exploitations minières et barrages hydroélectriques signifient que les villages Adivasis perdent leurs terres, et très souvent ces projets ne prévoient pas de ressources suffisantes pour permettre à ces populations de démarrer une nouvelle existence dans un environnement différent. Ces projets de développement, basés sur de lourds investissements industriels, augmentent la croissance du produit national brut de l'Inde, mais créent en même temps une augmentation de la pauvreté et de la privation des Adivasis qui vivent sur leurs terres depuis des générations.

⁵ Aseem Shrivastava, Measuring global poverty; India on 20 cents a day. Les chiffres sont basés sur ceux de la Banque Mondiale et reflètent le pouvoir d'achat. ⁶Citation de l'OCDE, Etudes économiques, Inde, volume 2007/14, octobre 2007. ⁷Welthungerhilfe, Comparatif sur la faim entre États, février 2009: Inde (66ème), Cambodge (64ème), Burkina Faso (65ème), Zimbabwe (67ème), Tanzanie (68ème) et Haïti (69ème). ⁸La croissance inclusive signifie la création d'une société cohésive qui donne aux individus les moyens d'anticiper et de gérer le changement et, donc, de participer activement à la société et à l'économie. ⁹Dans l'étude précitée de « Welthungerhilfe », l'Institut international de la recherche en politique alimentaire et l'Université de Californie Riverside, l'état du Penjab occupe le premier rang indien avec un index de la faim dans le monde de 13,6, situé entre le Vietnam et les Philippines, alors que les états indiens les plus pauvres, du Chhattisgarh, du Bihar, du Jharkhand et du Madhya Pradesh (index : 26,6 – 30,9) au niveau de Bangladesh, le Mozambique, le Mali, l'Éthiopie et le Libéria. L'index 2008 de la faim dans le monde de l'Inde est de 23,7, ce qui lui confère le rang de 66ème sur 88 pays classés. ¹⁰Le seuil de pauvreté correspond à la somme d'argent requise pour le régime alimentaire minimum pour une activité modérée correspondant à 2100 calories par personne et par jour. Minority Rights Group International, Rapport sur les Adivasis de l'Inde, par Ratnaker Bhengram C.R. Bijoy et Shimreihon Luithui, 1999.

Les Mythes

Dans ce document, nous discutons de sept mythes qui courent à propos de l'Inde moderne. Ces mythes sont les perceptions les plus communes de l'Inde en Europe et ces images sont souvent reproduites largement par les médias.

Il nous paraît important de présenter des faits concrets et d'expliquer les raisons qui font que des ONGs basées au Luxembourg continuent de soutenir des projets de développement en Inde, pays qui a beaucoup évolué ces dernières années mais où il reste beaucoup à faire.

Mythe n°1 :

Le secteur industriel et le secteur des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) sont vraiment les moteurs de la croissance économique de l'Inde et de son développement social : vrai ou faux ?

Le secteur indien des NTIC est sans aucun doute une réussite économique. Aujourd'hui, les entreprises indiennes et les experts indiens en informatique rivalisent avec les plus grands groupes dans le monde entier. Toutefois, le secteur n'emploie directement que 2 millions de personnes seulement sur une population active de 700 millions de personnes.¹¹



Le secteur industriel ne crée pas assez d'emplois pour absorber une population croissante : l'emploi régulier dans le secteur formel a augmenté durant la dernière décennie de seulement environ 1% par an, un taux bien inférieur à la croissance de la population. L'essentiel de la croissance moyenne de 6 à 7% du produit intérieur brut (PIB) provient de gains de productivité du travail.¹² En fait,

le nombre total d'emplois dans les secteurs public et privé n'excède pas 30 millions de personnes.¹³

Encore aujourd'hui, la population indienne dépend en grande partie de l'agriculture pour sa subsistance : 57% de tous les emplois proviennent de l'agriculture, celle-ci ne représentant que 18% du produit national brut. En outre, 36% de la main-d'œuvre du pays tire sa subsistance de l'économie informelle (c'est-à-dire principalement des emplois subalternes dans l'économie souterraine et autre que l'agriculture).¹⁴

Conclusion : aujourd'hui comme par le passé, les populations pauvres doivent trouver un emploi dans l'agriculture ou dans le secteur informel pour leur survie, même si ces activités ne génèrent pas suffisamment de revenus pour subvenir aux besoins d'une population croissante.

L'Inde a plus de téléphones mobiles que de toilettes

L'Inde est un pays de paradoxes. L'Inde est un pays de haute technologie avec un programme national de développement d'une industrie aérospatiale, mais en même temps le pays souffre d'une insuffisance de structures sanitaires. Les abonnés en téléphonie mobile totalisent 563,73 millions d'Indiens au dernier décompte, suffisamment pour servir près de la moitié du pays, soit 1,2 milliards d'habitants. Mais seulement 366 millions de personnes - environ un tiers de la population - avaient accès à des toilettes appropriées en 2008.¹⁵ Il s'agit d'une ironie tragique et l'Inde est incapable de fournir à tous ses citoyens les nécessités de base et la dignité de toilettes appropriées. L'accès à une eau saine et un assainissement adéquat sont des objectifs de développement du millénaire importants, et l'Inde risque pourtant de ne pas atteindre ces buts.

¹¹Bloomberg business week, Five myths about India, December 24 2009. ¹²Amit Bhaduri, The face you were afraid to see, essays on the Indian economy, 2009, Penguin Books. ¹³Government of India, Statistical Pocket Book India, 45th edition, page 19. ¹⁴Government of India, Statistical Pocket Book India, 45th edition, page 53-55 and OECD Economic Surveys, India, 2007. ¹⁵Sanitation as a Key to Global Health: Voices from the Field. A report prepared by the United Nations, University Institute for Water, Environment and Health, 2010. Voir <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=34369&Cr=mdg&Cr1>

Mythe n°2 :

Le système éducatif indien est de classe mondiale : vrai ou faux ?

Même si les écoles élitistes d'ingénieurs et de gestionnaires dispensent une éducation de haute qualité, on ne peut en dire autant du système d'éducation à travers l'Inde. En effet, il existe des disparités dans le taux d'alphabétisation des divers États : en 2001, le taux d'alphabétisation du Kerala atteignait 91 %, alors qu'il était seulement de 48% dans le Bihar.¹⁶ Mais un taux d'alphabétisation important n'implique pas nécessairement une efficacité et une qualité de l'éducation ainsi qu'une grande réussite des élèves.



Des enseignants mal formés, des classes surchargées, du matériel didactique inadéquat et des méthodes d'enseignement démodées ont pour résultat une faible qualité de l'éducation qui donne souvent peu ou pas de formation réelle. Il n'est ainsi pas rare pour les étudiants en fin de scolarité primaire de manquer des compétences même rudimentaires de lecture et d'écriture.

Une étude réalisée en 2008 (le « National Midterm Achievement Survey (MAS) ») pour évaluer les progrès dans l'apprentissage des enfants de classe de 5^{ème} montre que,

en moyenne nationale, presque 45 % des élèves ne sont pas capables de maîtriser les opérations de calcul de base et près de 40% ont une faible maîtrise des différentes compétences linguistiques comme la compréhension de texte, la grammaire et le choix du vocabulaire.¹⁷

Taux d'alphabétisation des adultes¹⁸

(% des personnes âgées de 15 ans et plus.
Chiffres de 2007)

Luxembourg	99%
Chine	93,3%
Viêt Nam	90,3%
Brésil	90%
Cap-Vert	83,8%
Inde	66%
Bangladesh	53,5%
Burkina Faso	28,7%
Mali	26,2%

Mythe n°3 :

Les nombreuses institutions de recherche médicale et cliniques indiennes de qualité, gérées par un corps médical très compétent, attirent des patients de partout dans le monde. Ainsi, de bons soins de santé sont également accessibles à tous les indiens : vrai ou faux ?

Il est vrai que l'Inde possède un très grand nombre d'universités et produit de nombreux médecins hautement qualifiés dont les excellentes compétences sont recherchées dans de nombreux pays. En outre, de nombreuses cliniques modernes - avec leur personnel hautement qualifié - attirent les adeptes du tourisme médical de partout dans le monde, à la recherche de bons traitements à des prix relativement bas. L'Inde est aussi un des principaux producteurs et exportateurs de produits pharmaceutiques au monde.

Dans le domaine de la santé, beaucoup a été réalisé depuis que l'Inde a acquis son

¹⁶Office of the Registrar General, Census of India, India, 2001. ¹⁷National Council of Educational Research and Training (NCERT), Learning achievement of class-V children: A midterm national survey, India, 2008. ¹⁸Source: UNESCO Institute for Statistics (2009a), Correspondence on adult and youth literacy rates, Montreal.

indépendance. En 1947, l'espérance de vie était inférieure à 30 ans¹⁹, et elle est passée aujourd'hui à 66 ans.²⁰

Toutefois, l'accès à la santé en Inde se caractérise par des inégalités massives. Il existe un énorme fossé entre les prestations médicales de haut niveau accessibles à ceux qui en ont les moyens (riches Indiens et touristes médicaux), et les soins de santé disponibles pour la majorité de la population, qui en ont en plus un accès très limité. Ainsi, selon l'OMS, l'Inde est en 112ème place sur 199 pays en termes de soins de santé et à la 127ème place pour le pourcentage du PIB réservé aux dépenses de santé (en-dessous du Togo et du Cameroun).

Selon les statistiques de l'UNICEF, la mortalité infantile reste élevée (63 morts pour 1000 naissances). Bébés et enfants continuent de mourir d'infections respiratoires traitables, de diarrhée et d'autres maladies qui pourraient être évitées, si de l'eau potable, des aliments de haute valeur nutritionnelle, des vaccinations et médicaments de base étaient disponibles.

Près de 50% des enfants sont en sous-poids et souffrent de malnutrition et 50% des femmes indiennes sont anémiées, alors que moins de 50% des enfants sont vaccinés correctement.

La « mission nationale de santé rurale » (« National Rural Health Mission ») introduite par le gouvernement indien en 2005 dans le but de rendre les soins de santé plus accessibles dans les zones rurales, a atteint un certain succès (en particulier dans les vérifications prénatales). Toutefois, les chiffres pour 2008-09 montrent une tendance négative pour les indicateurs importants tels que l'immunisation, la planification familiale et la santé maternelle.

Les taux d'hospitalisation parmi les populations nanties sont jusqu'à six fois plus élevés que chez les pauvres. Malgré le fait que l'industrie indienne des médicaments exporte partout dans le monde, environ deux-tiers de la population n'a pas accès aux médicaments essentiels.

Il est donc clair qu'il est urgent que

le gouvernement indien augmente considérablement ses dépenses de santé et assure des prestations égales dans tout le pays.



En même temps, il est nécessaire que les secteurs plus faibles de la société soient conscients de leurs droits à des soins de santé adéquats. La société civile indienne a un rôle important à jouer ici, tant dans le lobbying auprès du gouvernement pour de meilleures prestations de santé pour tous ses citoyens que dans la sensibilisation des membres les plus faibles de la société aux moyens et installations qui sont à leur disposition.

Mythe n°4 :

L'Inde s'est enfoncée dans un système social et religieux qui freine son développement : vrai ou faux ?

Il existe en Inde un système de stratification sociale très présent depuis des millénaires. Alors que depuis l'indépendance du pays tous les citoyens sont égaux aux yeux de l'Etat, le système est toujours présent dans la société. Les personnes appartenant aux castes supérieures ont du mal à vivre ensemble avec les populations hors-castes ou « intouchables » ainsi qu'avec les autres castes « inférieures » qui doivent faire les travaux les moins reconnus et les plus durs.

Pour ces populations ostracisées, il existe un réel lien entre leur statut social et la dureté de leur existence : misère avérée, droits

¹⁹Frontline, Vol. 14, No. 16 Aug. 9-22, 1997.

²⁰Voir http://www.indexmundi.com/india/life_expectancy_at_birth.html

bafoués, peu d'accès à l'éducation et à d'autres opportunités de se développer.

Alors que pour son futur l'Inde ne pourra pas négliger ces populations, il est important de les rétablir dans leur dignité en leur offrant des possibilités d'améliorer leur vie²¹ : un chantier important mené par l'Etat et la société civile et qu'il est important de soutenir.



Il y a tout de même des progrès sur ce front. Par exemple, un certain pourcentage des postes dans les universités et des emplois dans l'administration du gouvernement sont réservés aux personnes de castes inférieures, intouchables, minorités adivasis et autres populations délaissées. Des changements sont possibles et quelques exemples sont impressionnants : Le Dr Ambedkar, un intouchable (ou dalit), a écrit la Constitution indienne et K.R. Narayanan, un autre dalit, a été le Président de la République de 1997 à 2002.

Chiffres pour 1999-2000²²

A ces dates, le seuil de pauvreté était de 327 Roupies (soit 8 USD) en milieu rural et 454 Roupies (soit 11.3 USD) en milieu urbain par mois.

Castes & Community Groups	Rural	Urban
Scheduled Tribes	45.8%	35.6%
Scheduled Castes	35.9%	38.3%
Autres castes « arriérées »	27.0%	29.5%
Castes supérieures musulmanes	26.8%	34.2%
Castes supérieures hindoues	11.7%	09.9%
Castes supérieures chrétiennes	09.6%	05.4%
Castes supérieures sikhs	00.0%	04.9%
Autres castes supérieures	16.0%	02.7%
Tous les groupes	27.0%	23.4%

Mythe n°5 :

L'Inde ne peut guère se développer à cause de sa croissance démographique élevée : vrai ou faux ?

L'Inde compte une population de 1,17 milliard de personnes soit 17,5% de la population mondiale, sur un territoire de seulement 2.4% de la surface habitable de la planète. Les projections démographiques indiquent qu'elle pourrait dépasser la Chine comme le pays le plus peuplé au monde en 2030, et pourrait compter entre 1,5 et 1,8 milliard de personnes en 2050.²³

C'est un défi pour l'Inde de faire face aux besoins croissants de sa population en termes de nourriture, d'eau (le pays possède seulement 4 % des ressources en eau de la planète²⁴) et d'autres ressources naturelles. Bien que l'Inde soit aujourd'hui un exportateur net de produits alimentaires, la faim existe toujours dans le pays.



Jawaharlal Nehru, le premier Premier Ministre de l'Inde indépendante a déclaré ce qui suit : « Vous pouvez juger l'état d'une nation en regardant le statut de ses femmes ». En Inde, les femmes portent traditionnellement la responsabilité principale pour le bien-être de leurs familles, mais elles se voient systématiquement refuser l'accès aux ressources dont elles ont besoin pour s'acquitter de cette responsabilité, comme l'éducation, les services de soins et de santé, un statut social égalitaire, un accès à des activités génératrices de revenus et un accès et

²¹Voir, du lauréat du Prix Nobel d'économie, Amartya Sen, Development as Freedom, Oxford University Press, 2001. ²²Basé sur un rapport national (National Sample Survey Organisation). Les références aux catégories sociales sont basées sur les castes et répondent à la méthodologie des statistiques officielles indiennes. ²³Projection de la population en 2050 (1,5-1,8 milliards): About.com: India's Population <http://geography.about.com/od/obtainpopulationdata/a/indiapopulation.htm>. ²⁴World economic forum 2006, India @risk : a briefing. Confederation of Indian Industry

la liberté d'utiliser les services de planification familiale.

Un développement inclusif (c'est-à-dire pour tous les groupes sociaux, y compris les pauvres) aidera l'Inde à faire face à la charge de la croissance de sa population. Un tel développement doit renforcer la position des femmes, régler la situation économique et sociale des pauvres, améliorer et développer l'éducation pour les plus pauvres, donner accès à des conditions d'hygiène adéquates et à des services de bien-être familial et générer également la possibilité de gagner un revenu décent.



Au moment de son indépendance, le taux de fécondité de l'Inde était d'environ 6 (c'est-à-dire qu'en moyenne, une femme donnait naissance à six enfants). Aujourd'hui il tourne autour de 2,7-2,8 pour l'ensemble de l'Inde, et dans neuf États il est déjà inférieur ou égal au niveau de remplacement des générations de 2,1.²⁵ Si les bienfaits de la croissance économique de l'Inde atteignent les pauvres, et si la politique sociale indienne met réellement l'accent sur les pauvres, la fertilité de la population indienne atteindra le taux de remplacement de 2,1 enfants par femme avant la date prévue de 2050.

Ainsi, un développement inclusif et une baisse du taux de fécondité renforcent mutuellement les forces sociales : une maîtrise de la croissance de la population indienne ne peut être atteinte que grâce à une politique de développement adéquate qui se concentrerait sur les besoins sociaux des groupes les plus pauvres de la société indienne.²⁶

Mythe n°6 :

Etant un exportateur net de produits alimentaires, l'Inde nourrit bien toute sa population : vrai ou faux ?

Selon les statistiques officielles, plus de 40% des enfants de moins de cinq ans sont en sous-poids en Inde, c'est-à-dire que quatre enfants sur dix nés en Inde et âgés de moins de cinq ans n'atteignent pas un poids normal parce qu'ils souffrent de malnutrition.

On estime qu'environ 129 millions d'enfants de moins de cinq ans sont déficients en poids pour leur âge dans le monde. Parmi eux, près de 54 millions sont des enfants vivant en Inde.²⁷

Comment se fait-il que 42% de ces enfants affamés dans le monde vivent en Inde, alors que l'Inde est un membre du G-20, le groupe des pays les plus puissants économiquement dans le monde ?

Près de 50% des affamés de la planète vivent en Inde, un pays à faible revenu et avec un déficit alimentaire. On considère qu'environ 35% de la population indienne – soit 350 millions de personnes – vivent sans sécurité alimentaire, consommant moins de 80% des besoins minimum en énergie.

Les indicateurs nutritionnels et sanitaires sont très faibles. Presque 9 femmes enceintes sur 10, âgées de 15 à 49 ans, souffrent de malnutrition et d'anémie. L'anémie chez les femmes enceintes est la cause principale de 20% de la mortalité infantile. Plus de la moitié des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition de façon modérée ou grave ou souffrent d'un retard de croissance.²⁸

L'Inde prétend être autonome dans la production alimentaire, et en effet l'Inde est un exportateur net de produits alimentaires.

Toutefois l'Inde semble seulement autosuffisante parce que la consommation de nourriture est incroyablement basse, non seulement en termes de quantité, mais également en termes de qualité. La production

²⁵Taux de fécondité en baisse (Falling fertility rates): Wikipedia; Indian States ranking by fertility rate http://en.wikipedia.org/wiki/Indian_states_ranking_by_fertility_rate ²⁶Lire aussi : United Nations Population Fund: State of the World Population 2009. ²⁷Frontline, volume 27, n°08, April 10 2010, Cover story : stunted India, voir <http://www.frontlineonnet.com>. ²⁸Source : programme alimentaire mondial, voir <http://www.wfp.org/countries/india>.

alimentaire faible n'est pas le véritable problème. La production alimentaire elle-même augmenterait s'il y avait suffisamment de ressources pour la population.



Le problème majeur réside dans l'incapacité des pauvres à obtenir les ressources essentielles à leur survie, leur santé et leur bien-être.

Ceci inclut la nourriture, mais s'étend également à l'eau potable, les soins de santé, l'assainissement, l'éducation de base et la prise en charge des enfants.

Sous-alimentation, manque de nourriture et famine sont influencés par tous les aspects de l'économie et de la société dans son ensemble – non seulement par la production alimentaire. Lorsqu'un pays a suffisamment de nourriture pour pouvoir exporter, il ne devrait y avoir aucune famine.²⁹

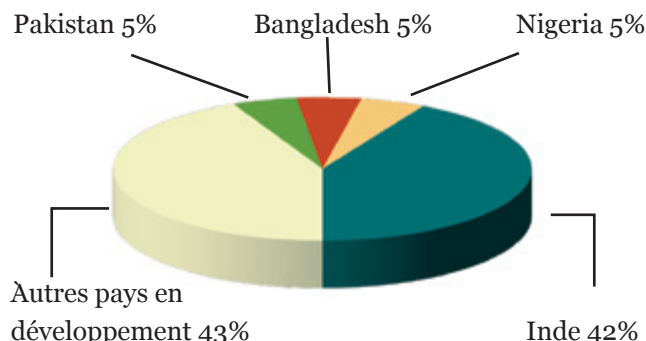
Le fait est que le pays est la proie d'une crise agricole qui a maintenant atteint des proportions inquiétantes. Contrairement au taux élevé de croissance de l'économie indienne dans son ensemble, mesurée par le produit national brut, la croissance dans le secteur agricole atteint à peine 1,8% dans les deux dernières années, bien plus bas que les 4,9% durant la période du huitième plan (1992-1997). Une autre manifestation de la crise est la vague de suicides des agriculteurs, l'épicentre passant maintenant du Vidarbha au Maharashtra, et qui enregistre actuellement une triste moyenne d'environ 3 suicides par jour. Les suicides continuent également sans répit dans d'autres régions du pays, y compris le Penjab, le Karnataka et l'Andhra Pradesh. Il y a eu 166.304 suicides de paysans sur la période 1997-2006, ce qui donne une affreuse moyenne de 16.000 suicides par année.³⁰

En Inde, la faim, la dénutrition et la malnutrition sont liées au développement inégal plutôt qu'à l'indisponibilité des ressources. Le gouvernement, ainsi que les ONGs, aide les segments défavorisés de la population à lutter pour leurs droits et à améliorer leur situation sociale.



Le graphique suivant montre la distribution des enfants de moins de cinq ans sous-alimentés dans le monde. Ainsi, 42% de tous ces enfants vivent en Inde.

La contribution de l'Inde au niveau de l'insuffisance pondérale. Enfants de moins de 5 ans



Source UNICEF

²⁹Voir aussi Amartya Sen, Development as freedom, op cité, Chapter 7, "Famines and other crises".

³⁰Farmers' Suicides in India: Magnitude, Trends and Spatial Patterns, K. Nagaraj, Madras Institute of Development Studies, March 2008

Mythe n°7 :

L'Inde est une démocratie, qui garantit une bonne gouvernance et assure la promotion du développement pour tous : vrai ou faux ?

La bonne gouvernance³¹ est-elle un sujet de préoccupation en Inde, la plus grande démocratie du monde ?

L'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a déclaré que, « la bonne gouvernance est peut-être le facteur le plus important dans l'éradication de la pauvreté et la promotion du développement ».

En Inde il existe un niveau élevé de liberté d'expression, la liberté d'association est réelle, le débat politique est libre et l'armée accepte sa subordination au gouvernement civil. Si la démocratie existe donc bien sur le plan formel, de nombreux problèmes peuvent être observés dans la pratique. La criminalisation de la politique indienne est une réalité. En 2008, le Washington Post a signalé que près du quart des 540 membres du Parlement indien sont poursuivis en justice pour des délits et des crimes, « y compris le trafic humain, le viol et même le meurtre ». Au niveau des Etats, les choses sont souvent pires : aux élections de l'Assemblée d'Uttar Pradesh de 2002, les candidats avec casiers judiciaires ont remporté la plupart des sièges.



Des tensions régionales, communales, féodales et entre castes continuent à hanter la politique indienne. Par conséquent les politiques élaborées sont trop souvent éloignées des intérêts publics et des préférences de la

population. Pour beaucoup de personnes, les institutions publiques sont simplement inaccessibles. Les organisations de la société civile font ce qui est nécessaire : elles exigent des droits, elles mobilisent, elles éduquent, elles appellent à la responsabilité et à la transparence. Et elles accomplissent beaucoup de travail. Et pourtant, nombreuses sont les personnes qui ne bénéficient pas de l'évolution qui a lieu en Inde aujourd'hui. Souvent les programmes sociaux du gouvernement n'atteignent pas les plus pauvres.



S'ils arrivent à se retrouver dans la jungle des services de l'Etat afin d'obtenir un soutien, ils sont souvent confrontés au problème de la corruption.

Une étude de 2005 faite par « Transparency International » (TI) en Inde a constaté que plus de 50 % des personnes avait fait l'expérience personnelle de payer des pots-de-vin pour qu'un travail soit fait dans un bureau public. L'Inde est classée 84ème sur 180 pays dans l'indice de perceptions de la corruption de TI. La corruption est devenue un aspect très répandu de la politique et bureaucratie indienne.

Qu'est-il nécessaire de faire ? Il faudrait autonomiser la population rurale, les masses défavorisées et pauvres de l'Inde, leur donner un accès plus facile aux opportunités - comme l'éducation et le travail, mais aussi assurer qu'ils participent, qu'ils exigent le respect de leurs droits et appellent à la responsabilité et à la transparence : tâches que les ONGs indiennes, mais également les autorités, essaient de mener à bien.

³¹Source: Assessing and Analysing Governance in India: Evidence from a New Survey, Julius Court



Rédaction de textes : Le Cercle de Coopération-Luxembourg - Octobre 2010.

Crédits photos : ONGs membres du Cercle Coopération-Luxembourg.

Photo de couverture : Marc Erpelding.

Design et mise en page : Carolina Favre. (Carolina.Favre@megaplanet.org)

Tous droits réservés. Reproduction autorisée à condition de mentionner la source.

Ce document existe en trois langues (français, allemand, anglais).

La version électronique peut être consultée à l'adresse suivante : <http://www.ongd.lu>